Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de
l'École polytechnique

65 | 2020

De la Montagne au Plâtal

1977 : La Montagne après le départ de la promotion 1974

Jean de Ladonchamps

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2692>

DOI : 10.4000/sabix.2692

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2020

Pagination : 125-140

ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Jean de Ladonchamps, « 1977 : La Montagne après le départ de la promotion 1974 », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 65 | 2020, mis en ligne le 04 septembre 2020, consulté le 12 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2692> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sabix.2692>

1977 : La Montagne après le départ de la promotion 1974

*Jean de Ladonchamps**

L'enclos de l'École polytechnique sur la montagne Sainte Geneviève

Ce que certains ont pu désigner comme « l'enclos de Polytechnique » [1]¹ est le domaine immobilier ceint de hauts murs compris entre les rues de la Montagne Sainte-Geneviève, Descartes, Clovis, Cardinal Lemoine et le square Paul Langevin, lui-même bordé par les rues des Écoles et Monge.

C'est le domaine qui résulte du programme d'agrandissement de l'École Polytechnique entrepris en 1928 dans le cadre d'une convention [2] entre le ministre de la Guerre, la Ville de Paris et le président de la Société des amis de l'École polytechnique, le Maréchal Foch (X1871), qui s'engageaient à contribuer aux dépenses, chacun pour un tiers. M. Gaston Doumergue, président de la République, a posé la première pierre le 9 juin 1928 et, à la fin des travaux, c'est le président Albert Lebrun qui est venu les inaugurer le 13 juillet 1937.

Le plan d'agrandissement des architectes Tournaire et Umbdenstock et la description des bâtiments ainsi que l'historique du site sont présentés dans un ouvrage du général

Alvin (X1891), commandant de l'École de 1927 à 1931, « La Nouvelle École Polytechnique », édité par Société des amis de l'École polytechnique en 1937 [3].

À l'été 1940, l'École est transférée à Lyon mais elle réintègre la montagne Sainte Geneviève dès 1943. En 1945, la modernisation de l'École a amené à détruire le vieux pavillon des Bacheliers du Collège de Navarre, renommé bâtiment Joffre en 1930, pour reconstruire un bâtiment plus fonctionnel ; enfin, en 1956, la décision d'augmenter l'effectif des promotions jusqu'à 300 élèves a conduit à surélever à la fois les deux bâtiments des élèves, le Joffre et le Foch, augmentant leur capacité mais au détriment de leur esthétique [4].

De fait, c'est bien l'enclos de la « nouvelle École » de 1937 que Polytechnique évacuera en 1977.

Ni son périmètre, ni l'implantation des bâtiments n'avaient changé au cours de ces quarante années.

* X1954, directeur du programme d'aménagement de la montagne Sainte-Geneviève (1978-85).

1. Les chiffres entre crochets correspondent aux références bibliographiques données à la fin de cet article.

Les tergiversations sur le devenir du site (1964-1974)

La première décision officielle de transfert de l'École Polytechnique date de 1964.

Les futures affectations des locaux et terrains de la montagne Sainte-Geneviève ont ensuite fait l'objet de multiples spéculations tant de la part du ministère de la Défense que de la part d'autres ministères ou établissements publics, voire de promoteurs immobiliers, mais les décisions se faisaient attendre [4].

En 1968, à l'issue d'un conseil restreint tenu le 23 février sur un projet de réforme des études à l'École polytechnique, le général de Gaulle avait confirmé : « *L'École polytechnique sera transférée à Saclay-Palaiseau. Les travaux commenceront le plus tôt possible au cours de l'année 1969* ». Par contre, la question du devenir de la montagne Sainte-Geneviève n'avait pas été abordée.

Cinq ans plus tard, beaucoup d'anciens polytechniciens étant de plus en plus hostiles à un transfert de l'École, l'AX demandait même à un grand cabinet d'architecture, celui de M. Bernard de La Tour d'Auvergne, d'étudier un aménagement du site qui permettrait à l'École de rester sur la montagne Sainte-Geneviève. Le projet présenté en 1975 était séduisant ; il fut même adressé au président de la République, mais trop tard, celui-ci venant de confirmer au début de son septennat le transfert de l'École sur le site en cours d'aménagement à Palaiseau.

La genèse d'une première réaffectation (1974-1977)

En effet, lors d'un conseil restreint tenu à l'Élysée le 25 octobre 1974, le président Giscard d'Estaing (X1944) avait précisé que l'École serait « entièrement » transférée à Palaiseau, en définissant les orientations à retenir

quant au devenir des locaux de la montagne Sainte-Geneviève :

« On prendra le temps nécessaire pour étudier la réutilisation de cet emplacement en évitant deux écueils :

- une réutilisation qui ne tiendrait aucun compte des éléments affectifs historiques et culturels. (Cession à des promoteurs par exemple).
- une réutilisation qui impliquerait des créations inutiles.

L'idée suivante, qui mérite des études complémentaires, est jugée intéressante :

- a) Une partie des locaux actuels (bâtiments Foch, Joffre, Boncourt, par exemple) pourrait être affectée, sous la responsabilité de l'X, à des enseignements de type économie et gestion, s'adressant – mais pas seulement – aux X qui effectuent leur première année d'école d'application ou aux démissionnaires. (Afin d'éviter que ceci ne s'oppose au transfert total de l'École, il est précisé qu'il ne doit s'agir que d'enseignements qui ne s'adressent pas aux élèves qui effectuent leurs deux années normales).
- b) Le reste de l'emplacement pourrait être dévolu, par exemple, au Collège de France. Par contre, l'idée d'y installer le Secrétariat aux Universités n'est pas retenue. »

Le secrétaire d'État aux Universités (Soisson) participait à ce conseil avec le Premier ministre (Chirac), les ministres de la Défense (Soufflet) et de l'Économie et des Finances (Fourcade), et le président du Conseil d'administration de Polytechnique, André Giraud (X1944).

Le 16 mars 1976, André Giraud propose de créer une Fondation de la montagne Sainte-Geneviève, en s'appuyant notamment sur les études conduites par des enseignants de l'École : le rapport de Thierry de Montbrial

(X1963), président de la Commission « Montagne Sainte-Geneviève » au sein du Conseil d'administration, qui avait défini le 3 octobre 1975 les caractéristiques générales d'un « Institut des sciences de l'action », d'une part, et d'autre part le projet de programme pour la formation des jeunes diplômés dans l'Institut de la montagne Sainte-Geneviève établi par Michel Berry (X1963) et Achille Ferrari (X1958) le 10 février 1976.

Pour faire déboucher ce projet, André Giraud mobilise notamment un réseau de polytechniciens conseillers techniques des ministres concernés (Bernard Cabaret (X1958) à la Défense, Bertrand Collomb (X1960) à l'Éducation nationale...) ou même de l'Élysée (Pierre Richard (X1961)) ; il bénéficie aussi du soutien d'un membre éminent de son conseil d'administration, Marceau Long, secrétaire général du Gouvernement, le seul haut fonctionnaire qui ait le privilège de rencontrer le président de la République chaque semaine pour préparer la séance du conseil des ministres.

Enfin, le 22 juin 1976, le président de la République écrit au Premier ministre, Jacques Chirac, pour lui demander d'examiner ce que devraient être notamment « les programmes d'enseignement et les conditions de mise en place » d'un établissement qui pourrait dispenser aux ingénieurs un enseignement complémentaire dans le domaine des « sciences de l'action ».

De son côté, le ministre de la Défense, Yvon Bourges, toujours à l'initiative d'André Giraud, transmet le 22 juillet au Premier ministre des propositions générales pour la constitution du nouvel organisme d'enseignement que le conseil d'administration de l'École Polytechnique envisage de créer dans les locaux de la montagne Sainte-Geneviève, et il suggère de mandater Jean de Ladonchamps (X1954) pour préciser ces propositions. Le Premier ministre lui répond favorablement le 30 juillet 1976, sous la signature de Marceau Long, secrétaire général du Gouvernement.

Le 30 septembre 1976, Jean de Ladonchamps adresse à Marceau Long une première synthèse des études effectuées, avec une copie à Bernard Cabaret et à André Giraud. Ainsi, ce rapport peut être enrichi des commentaires du ministre de la Défense puis de ceux du conseil d'administration de l'École polytechnique, et un dossier complet, comportant une note de synthèse, un projet détaillé et ses annexes, est remis à Marceau Long dès le 29 octobre 1976.

Le Premier ministre Raymond Barre, qui a remplacé Jacques Chirac le 25 août, soumet ce rapport à ses conseillers, consulte et reçoit des lettres de soutien au projet notamment de la part de l'AX et aussi des associations d'ingénieurs des corps recrutant à l'X. Finalement, le 21 décembre 1976, il soumet au président de la République le rapport sur « *la création d'un établissement qui devrait dispenser un enseignement dans le domaine des sciences de l'action et qui pourra susciter la création d'un centre de recherches en ces matières* » avec cette remarque : « *Ne prévoir pour le centre de recherches qu'un développement progressif, d'une part, et d'autre part, de n'affecter qu'une partie des terrains et immeubles de la montagne Sainte-Geneviève à la nouvelle institution. En ce qui concerne ce dernier point, je souhaiterais pour ma part que le reste des locaux soit attribué au Collège de France.* »

Le Collège de France et l'Institut Auguste Comte (1977-1981)

À l'été 1977, le président de la République annonce la dévolution des locaux que l'École venait de libérer définitivement sur la montagne Sainte-Geneviève, par le départ, en mars, de la promotion 1974.

D'abord, le 11 juillet 1977, un communiqué de l'Élysée diffuse que, lors d'un déjeuner au

Collège de France, « le président de la République a annoncé qu'une partie des locaux de la montagne Sainte-Geneviève, libérés à la suite de l'installation de l'École polytechnique à Palaiseau, serait affectée au Collège de France. Les locaux attribués comprendront notamment les anciens laboratoires de physique de l'École polytechnique et un amphithéâtre, pour une superficie globale de 10 000 m² de plancher. Cette affectation devrait permettre au Collège de France, de redéployer ses activités en transférant notamment certains de ses grands laboratoires dans les nouveaux locaux de la montagne Sainte-Geneviève...

Enfin, le président de la République a évoqué plus généralement la question de l'utilisation de l'ensemble des terrains et locaux de la montagne Sainte-Geneviève, appartenant à l'État : sur ces terrains chargés d'histoire et de culture, il sera implanté des établissements de formation et de recherche de haut niveau, capables de promouvoir la pensée scientifique française dans le monde.

Le Collège de France sera l'un des principaux utilisateurs de ces installations. C'est pour quoi, il sera d'autre part, créé prochainement un nouvel établissement de formation de recherche ouvert à des ingénieurs praticiens. Cet établissement, fruit d'une réflexion conduite depuis 1975, aura pour mission principale d'apporter une formation complémentaire à ceux qui sont chargés de concevoir et de réaliser de grands programmes d'équipement, de définir et d'installer de nouveaux moyens de production, de mettre en œuvre une stratégie de redéploiement industriel... Une communication sera faite prochainement au Conseil des ministres sur la création et la mise en place de cet Institut. »

Quelques jours plus tard, le 20 juillet, le premier ministre, Raymond Barre, présente au Conseil des ministres une communication sur « la création d'un centre de perfectionnement et d'étude dénommé Institut Auguste Comte pour l'étude des sciences de l'action »

rattaché à l'École polytechnique. « Cette initiative contribuera à promouvoir la pensée scientifique française. L'Institut Auguste Comte resserrera la solidarité entre le savoir scientifique et social ». Le décret relatif à la création de cet Institut est signé par le président de la République le 26 juillet (Décret n° 77-839 publié au JO du 27 juillet 1977).

Le 21 octobre 1977, le conseil d'administration de Polytechnique entérine l'attribution d'immeubles au Collège de France et demande de les radier de la liste des biens immobiliers affectés en dotation à l'École ; d'autre part, les bâtiments situés le long de la rue de la Montagne Sainte-Geneviève (Infirmerie et Mécanique) font retour au ministère de la Défense pour être réaménagés en logements sociaux. Les locaux restant dans la dotation de l'École polytechnique seront mis à la disposition de l'Institut Auguste Comte (voir l'illustration 1, page suivante).

Il restait à définir les modalités de gestion de cet Institut. Ceci nécessita de nombreux entretiens avec les ministères concernés : Défense, Environnement, Équipement, Agriculture, Industrie, P & T, Transports. Finalement, le décret relatif à l'organisation et au régime administratif et financier de l'Institut sera publié le 7 février 1978 ; il prévoit un conseil de gestion dont le président est nommé en Conseil des ministres : ce sera M. Roger Martin (X1935), président de la Compagnie de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson. Dans son livre « Patron de droit divin » publié en 1984 [6], celui-ci consacre une trentaine de pages à l'histoire de l'Institut jusqu'à sa suppression en 1981. Il y décrit en particulier la première tranche de travaux pour réaménager les locaux :

« Fin mars 1978, l'Institut Auguste-Comte se trouvait à pied d'œuvre et pouvait se consacrer à l'organisation de son enseignement et à la remise en état des locaux de la montagne Sainte-Geneviève que lui avait affectés une décision du président de

L'Institut Auguste Comte dispose, pour remplir sa mission, d'une large fraction des bâtiments parisiens de l'ancienne École Polytechnique.

Le Collège de France s'est vu attribuer pour sa part, les bâtiments de la Physique et le grand amphithéâtre Arago.

Le Ministère de la Défense se réserve d'affecter à d'autres activités les bâtiments de l'ancienne Infirmerie et de la Mécanique.

Le programme de rénovation permet à la fois de remettre en valeur les bâtiments et de les réaménager en vue de leur nouvelle affectation.

Illustration 1 : La Montagne en 1978

Plan établi par l'architecte Denis Sloan, précisant la fraction de l'ancien « Enclos de Polytechnique » restant dans la dotation de l'École et destinée à être rénovée pour l'Institut Auguste Comte.

1 Bâtiment Joffre / 2 Administration / 3 Amphithéâtre Gay-Lussac / 4 Bâtiment Foch / 5 Boîte à claque / 6 Chimie / 7 Boncourt (Le jardin central n'est encore qu'un projet, ce n'est alors qu'une cour, la cour des canons qui sont entreposés dans la galerie adossée à la Boîte à claque).

la République: « Boîte à claque », pavillons « Boncourt », « Joffre » et « Foch », bâtiment d'administration. L'École polytechnique avait toujours été une institution militaire. Durant des décennies l'internat, réputé rigoureux, avait été sa règle et l'enceinte extérieure, avec son aspect engageant de caserne, risquait de donner une image fâcheuse de la pensée scientifique française. Après la Seconde Guerre mondiale, les pavillons Joffre et Foch, reconstruits ou aménagés, avaient été surélevés d'un étage et l'effet architectural était désastreux. La décision de construire Palaiseau avait entraîné l'arrêt à peu près complet de l'entretien et, pour l'ensemble, un travail considérable de restauration était indispensable.

Valéry Giscard d'Estaing exprima le souhait qu'il soit conduit en vue de mettre

à la disposition de l'Institut des locaux adaptés à la nature de ses activités, tout en restituant aux bâtiments leur « harmonie architecturale d'origine ». Les travaux devaient contribuer à la « mise en valeur d'un quartier chargé d'histoire et de culture ». Des jardins implantés dans les espaces libres ainsi que certains bâtiments pourraient être ouverts au public.

Ces directives et le choix du projet établi par l'architecte, Denis Sloan, me furent confirmés par une lettre du Président datée du 30 octobre 1978.

Le montant des premiers devis, 120 millions, rendait obligatoire un contrôle rigoureux des travaux. Une commission spéciale, présidée par un contrôleur général des Armées, fut créée à cet effet et une convention d'assistance technique passée

avec les services du Génie. Devenu directeur adjoint de l'Institut, Jean de Ladonchamps, ingénieur en chef de l'Armement, rédacteur du rapport d'origine, fut chargé de suivre personnellement l'exécution du programme prévu. Il fit en sorte que les devis et les délais soient respectés.

A la date prévue, le pavillon Joffre rénové fut mis à la disposition des élèves et le président de la République l'honora de sa visite le 6 octobre 1980. En dépit du désenchantement sur lequel m'avaient laissé les deux années passées à l'École, j'éprouvai une émotion mêlée de fierté à voir le bâtiment retrouver la noblesse d'aspect qui faisait partie de mes souvenirs de jeunesse. »

La suppression de l'Institut Auguste Comte et la réaffectation des locaux (1981-1982)

M. François Mitterrand est élu à la présidence de la République le 10 mai 1981. Le président Roger Martin raconte les multiples démarches qu'il entreprit pour obtenir le soutien des nouveaux décideurs en faveur de l'Institut Auguste Comte, mais le 20 août 1981, le Premier ministre, Pierre Mauroy, lui adresse une lettre le priant, pour des raisons d'économie, de mettre fin aux activités de l'Institut avant la prochaine rentrée. De son côté, le 24 août, Christian Stoffaes (X1960) annonce que : « même si l'on ferme l'Institut, le colloque de trois jours sur l'économie américaine prévu pour les 10, 11 et 12 septembre sera maintenu. Raymond Barre y sera, mais n'y occupera pas une place de premier plan, où il sera remplacé par Jacques Attali (X1963) ».

Sans attendre la décision de supprimer l'Institut, diverses personnalités s'étaient intéressées au devenir des locaux qui pourraient devenir disponibles. Le ministère de la

Défense avait envisagé d'y créer un Centre national d'études stratégiques et de défense groupant l'IHÉDN, le CHÉAR et divers autres organismes ; Jean-Jacques Servan Schreiber (X1943) revisitait les locaux pour y implanter le Centre mondial informatique et ressource humaine (CMIRH) qu'il allait convaincre François Mitterrand de créer, etc.

Finalement, c'est Jean-Pierre Chevènement, ministre d'État, ministre de la Recherche et de la Technologie, qui obtiendra d'y regrouper les services de son ministère.

Le 4 novembre 1981, le communiqué officiel du Conseil des ministres, décide d'y installer aussi un Centre d'études des systèmes et techniques avancées (CÉSTA) et une bibliothèque internationale. Jean-Pierre Chevènement, conscient de la déception de la communauté polytechnicienne, écrira le 30 novembre au président de l'AX, Jean-Pierre Bouyssonnier (X1939), président de Thomson-CSF : « la fierté que je ressens à inscrire mon action dans la continuité de tout ce qui s'est fait dans ces lieux chargés d'histoire ». Et de préciser *in fine* : « *Les polytechniciens seront toujours les bienvenus dans leur ancienne École, et, comme vous le savez, la « Boîte à claque » est réservée à la Société amicale que vous présidez.* »

Le 12 novembre 1981, le Premier ministre, Pierre Mauroy, signe le décret portant suppression de l'Institut Auguste Comte à compter du 16 novembre : le général directeur de l'École polytechnique est chargé d'assurer la liquidation de l'Institut.

La semaine suivante, le 20 novembre, il décide que :

- « – M. Sloan est chargé de poursuivre la rénovation de la montagne Sainte-Geneviève.
- Pour mener à bien -et dans les meilleurs délais-, les opérations engagées, le ministère de la Défense (École polytechnique) continuera à assurer la maîtrise d'ouvrage par délégation et pour le compte des différents partenaires ».

Le général Saunier, directeur général de l'École, confie aussitôt à l'ingénieur général de l'armement de Ladonchamps, jusqu'alors directeur adjoint de l'Institut, la direction de l'organe liquidateur de l'Institut et la maîtrise d'ouvrage déléguée du programme de travaux de la montagne Sainte-Genève.

D'autre part, le Premier ministre a chargé son conseiller, François Gros, professeur au Collège de France et jusqu'alors directeur général de l'Institut Pasteur, de coordonner l'ensemble de l'opération de réaffectation des locaux, et a confié à Joël de Rosnay, directeur à l'Institut Pasteur, la mission de bâtir un projet de CÉSTA. C'est dans ce cadre que le professeur Gros écrira le 24 novembre au directeur général de l'École polytechnique pour lui demander d'inviter M. de Ladonchamps à réfléchir en liaison avec M. de Rosnay à l'objectif d'organiser sur trois mois un enseignement de transition au profit de ceux des élèves de la quatrième promotion de l'Institut Auguste Comte qui en avaient manifesté le souhait lors de l'entretien que le Premier ministre leur avait été accordé le 1er septembre. De son côté, le 18 janvier 1982, Joël de Rosnay remet son rapport sur la création du CÉSTA qui fait l'objet d'un communiqué lors du Conseil des ministres du 20 janvier.

Au début de 1982, le ministère de la Recherche commence à transférer dans le bâtiment Joffre certains des services installés au 35 rue Saint-Dominique et au 69 rue de Varenne, tandis que la maîtrise d'ouvrage déléguée (Polytechnique) entreprend d'achever la restauration du bâtiment Foch et de réaménager le bâtiment Boncourt dans lequel devra être transféré le cabinet du ministre en libérant l'hôtel de Clermont à la fin de l'été. L'occupation de ces locaux fait l'objet de plusieurs réunions interministérielles, notamment le 18 janvier et le 18 mars, afin d'accélérer le regroupement du ministère de la Recherche et la libération des immeubles qu'il occupait. Par exemple, s'étonnant que le ministère de la Recherche prévoie d'occuper en moyenne trois bureaux dans le Joffre quand il n'en libère

que deux rue Saint-Dominique, le cabinet du Premier ministre est amené à lui demander de resserrer le coefficient d'occupation de ses nouveaux bureaux.

Entretemps, le 19 mars 1982, le Premier ministre confirme au ministre de la Défense l'affectation des bâtiments de la mécanique et de l'infirmerie, et de l'ancien bâtiment de l'administration (réaménagé en maison des élèves-maison d'hôtes) ainsi que de la « Boite à claques » qui est maintenue dans la dotation de l'École polytechnique pour être mise à disposition de l'AX.

Jusqu'à l'été 1982, Marceau Long restera secrétaire général du Gouvernement et son action pour assurer la continuité de l'activité de l'État, qui a été unanimement saluée, a aussi permis d'assurer la cohérence des premières décisions relatives à l'aménagement du site.

Une grande opération d'architecture et d'urbanisme (1982-1987)

L'aménagement de la montagne Sainte-Genève avait été inclus parmi les grands projets étudiés depuis octobre 1981 sous l'autorité de MM. Jack Lang, ministre de la Culture, Paul Quilliot, ministre de l'Urbanisme et du Logement, Paul Guimard, conseiller du Président, et Robert Lion, directeur de cabinet du Premier ministre.

Le communiqué de la présidence de la République diffusé le 9 mars 1982 rappelle que François Mitterrand a lui-même présidé trois réunions de travail et a reçu le maire de Paris le 11 février avant d'arrêter la définition des huit grandes opérations d'architecture et d'urbanisme qui seront réalisées au cours des prochaines années : la Villette, l'Opéra de la Bastille, la Salle de musique populaire de Bagnolet, le Théâtre de l'Est Parisien, la Tête-Défense, le Grand Louvre, l'Institut du

monde arabe et « l'aménagement de la montagne Sainte-Geneviève » :

« Il est rappelé qu'il sera créé sur ce haut lieu culturel et scientifique un ensemble marquant la volonté du gouvernement d'amplifier le développement de la recherche et la diffusion en France des technologies avancées. Cet ensemble comprendra les services regroupés du ministère de la Recherche et de la Technologie, un centre d'études des systèmes et techniques avancées, une bibliothèque internationale.

Des équipements de quartier seront à cette occasion réalisés avec la ville de Paris.

L'aménagement des lieux en favorisera l'ouverture au public par la création de jardins et passages ».

M. Yves Dauge, urbaniste, chargé de mission au cabinet du Premier ministre, devient « Coordonnateur des grandes opérations d'architecture et d'urbanisme ». Ses premières préoccupations sont les problèmes de financement qui l'amènent à tenir plusieurs réunions interministérielles, notamment le 10 mai 1982 à Matignon, avec les représentants du Premier ministre, du Secrétariat général du gouvernement, de la préfecture de la région Ile-de-France et de la douzaine de ministères concernés par ces opérations.

Le 13 mai, c'est l'aménagement de la montagne Sainte-Geneviève qui est seul concerné, avec les ministères de la Recherche et de la Technologie (cabinet et CÉSTA), de la Défense (cabinet et École polytechnique), de l'Éducation nationale (Collège de France) et du Budget. Les représentants du Premier ministre (chef de cabinet et cabinet militaire) et du Secrétariat général du gouvernement approuvent l'organisation de la maîtrise d'ouvrage déléguée assurée par l'École polytechnique avec l'assistance technique du Génie. Une commission de surveillance des travaux réunit les représentants de l'État et de la Ville sous la présidence du Coordonnateur des grandes opérations d'architecture et d'urbanisme ; elle contrôle le bon déroulement de ce programme d'aménagement et des programmes complémentaires d'équipement. Il s'agit de :

– achever la restauration du Foch ainsi que le réaménagement du Boncourt pour le ministère de la Recherche et de la « Boîte à claque » pour l'AX ;

– construire un parc de stationnement sous la cour enclose entre le bâtiment de la Chimie, l'amphithéâtre Gay-Lussac et le Joffre ;

– réaménager les équipements sportifs du Foch : piscine et salle de sports (ces travaux seront réalisés dans le cadre de conventions entre l'État et la Ville de Paris) ;

– créer un ensemble de jardins et passages publics, pour le compte du ministère de l'Urbanisme, sur les terrains qui seront réaffectés à ce ministère.

A ce propos, le ministère de la Recherche conteste la réalisation d'une « Rotule », point de passage entre les bâtiments Joffre et Foch aménagé pour donner accès au square Languevin : le Premier ministre réserve sa décision sur ce point.

Par contre, le ministère de la Recherche confirme bien son accord sur le reste du projet de jardins et passages établi par l'architecte, Denis Sloan.

De son côté, la Ville de Paris obtiendra de l'État un bail emphytéotique sur « l'Îlot d'Arras », une parcelle de 2 000 m² de terrain acquise par l'École polytechnique en 1972, « hors les murs » de son enclos de 1937. C'était en fait une réserve foncière sur laquelle n'avait été construit qu'un petit bâtiment pouvant abriter des chercheurs, destinés à rejoindre Palaiseau ou le CÉSTA. La Ville y construira une caserne de pompiers et une crèche.

Les équipements de quartier

Le programme d'équipements de quartier a été approuvé par le Conseil de Paris le 12 juillet 1982, et accepté par l'État. Il comporte l'aménagement d'une piscine et la création

d'un parc à voitures souterrain au sein de l'enclos de Polytechnique.

Le réaménagement de l'ancienne piscine de l'École, en sous-sol du bâtiment Foch, a été conduit dans le cadre d'une convention avec la Ville en vue de permettre son ouverture au public. Cette piscine, rénovée et mise en conformité, a été remise en gestion à la Direction de la jeunesse et des sports de la Ville de Paris pour être ouverte aux scolaires et aux associations sportives du quartier aussi bien qu'aux occupants du site dès septembre 1984.

La réalisation d'un parc à voitures sur cinq niveaux sous la cour entourée des bâtiments Chimie/Gay-Lussac et Joffre nécessitait des consolidations particulièrement importantes. C'est la technique dite « berlinoise » qui a été retenue. Les travaux ont été réalisés de 1982 à 1984, à la suite d'un accord entre le ministère de la Recherche et la Ville représentée par son concessionnaire, la Société anonyme d'économie mixte d'exploitation du stationnement (SAÉMÉS), qui sont convenus de se partager les quelques 300 places de stationnement, moitié pour les agents de l'État et moitié pour les habitants du quartier. Dénommé « parking polytechnique », il a été inauguré en novembre 1984 à l'initiative du président de la SAÉMÉS, le préfet Maurice Doublet, en présence de nombreuses personnalités dont le général Guillon (X1951), directeur général de l'École polytechnique, et le président de l'AX, Jacques Bouttes (X1952).

Les jardins et passages

L'enceinte fermée d'un vaste domaine n'était favorable ni à l'unité et à la vie du quartier, ni à l'agrément des déplacements. La création d'une liaison facile par une succession d'espaces réservés aux piétons entre le Panthéon et l'église Saint-Étienne-du-Mont, d'une part, les quartiers Maubert et Jussieu d'autre part, contribuera à la réunification de ce secteur. D'autre part, les habitants et ceux qui fréquentent le site auront accès à une suite

de jardins aménagés tant par l'État que par la Ville. C'est le projet de l'architecte, Denis Sloan, agréé tant par la Ville que par le ministère de l'Urbanisme :

Le jardin existant devant le bâtiment Boncourt sera réaménagé ainsi que son accès entre les deux pavillons d'entrée, aux 19 et 21 de la rue Descartes. De là, le public pourra emprunter le grand escalier d'honneur qui descend vers l'ancienne cour des élèves de l'École polytechnique.

Cette cour, délimitée par les bâtiments Joffre et Foch, et par la galerie adossée à la Boite à claque, sera transformée en un jardin à la française, le "jardin de Navarre".

Les jardins de Boncourt et de Navarre resteront propriété de l'État mais deviendront espaces verts ouverts au public de la même façon que les jardins du Palais Royal, et c'est la Direction des parcs et jardins de la Ville qui en assurera le gardiennage et l'entretien.

La décision de conserver et de rénover l'essentiel des bâtiments existants de l'ancienne École interdisait de restituer la ligne de pente naturelle du sol. Cependant, l'ouverture d'un cheminement piétonnier, depuis le haut de la Montagne Sainte-Geneviève jusqu'au square Paul Langevin et de là, jusqu'aux quartiers de Maubert et de la Mutualité, présente un intérêt indéniable : par rapport à la rue de la Montagne Sainte-Geneviève, étroite et encombrée, il s'agit là, pour le piéton, d'une liaison agréable et simple à travers une succession de placettes, d'espaces verts et de passages, dont l'art urbain offre des exemples qu'il convient de renouveler et d'enrichir à Paris. Pour ce faire, il était nécessaire de franchir une différence de niveau de l'ordre de douze mètres entre l'entrée sud, située dans le jardin de Navarre, et le débouché nord que constitue le square Paul Langevin.

L'élément clé du dispositif repose sur l'aménagement du point où s'articulent les bâtiments Foch et Joffre. Dénommé « la Rotule », ce point sera traité comme un haut puit de

lumière sous verrière. Autour de cet élément central, qui n'est pas sans évoquer certaines réalisations d'outre-Atlantique, une succession d'escaliers permet de descendre du rez-de-chaussée haut, en communication directe avec le jardin de Navarre, jusqu'à une terrasse ouverte sur le square Paul Langevin qui sera remodelé par la Ville.

Ceci rétablira un cheminement direct à travers trois jardins étagés le long de la ligne de pente de la Montagne Sainte Geneviève.

Enfin, un autre axe de circulation, de direction générale est ouest, reconstituera l'ancienne rue Clopin, il reliera le carrefour Cardinal Lemoine à la rue Descartes.

La réalisation de ces jardins n'a pu être entreprise qu'une fois leur emprise libérée à la fois des chantiers ouverts dans les bâtiments avoisinants et des véhicules qui ont pu être transférés dans le parc de stationnement souterrain, à la fin de l'année 1984.

Elle s'achevait en 1987 quand Jacques Valade a été nommé ministre délégué à la Recherche et à l'Enseignement supérieur par Jacques Chirac redevenu Premier ministre, mais cette fois-ci sous la présidence de François Mitterrand, en mars 1986. A la différence des trois autres ministres chargés de la Recherche qui l'avaient précédé, Jacques Valade était le seul, depuis Jean-Pierre Chevènement en 1981, à ne pas habiter Paris. Venu de Bordeaux, il avait décidé de réaménager l'ancien appartement du général commandant Polytechnique au premier étage du bâtiment Boncourt pour s'y installer avec sa famille. Dans un premier temps, il exigea de clore entièrement le jardin de Boncourt et fit mettre des grilles interdisant l'usage du grand escalier d'honneur qui descend vers le jardin de Navarre. (11)

Puis, de connivence avec les fonctionnaires soucieux de ne pas être amenés à partager « leurs » espaces avec du public, il décida de n'autoriser l'accès au reste des jardins et pas-

sages que pendant les week-ends. De plus, au lieu des trois entrées qu'il était prévu d'ouvrir au public sur la rue Descartes, une seule, la plus petite, exigüe et quasiment confidentielle, sera autorisée en 1988.

Le site de la Montagne Sainte Geneviève aujourd'hui

Le ministère de la Défense ne conserve dans son domaine que deux immeubles d'habitation ainsi que l'ancien pavillon d'entrée des élèves, la « Boite à claque » qui reste affectée à la dotation de l'École polytechnique. Les autres bâtiments sont répartis entre le ministère chargé de la Recherche et le ministère de l'Éducation nationale (Collège de France).

Une visite autour de l'ancien domaine de Polytechnique

En remontant la **rue de la Montagne Sainte-Geneviève** à partir du croisement avec la rue des Écoles, il y a d'abord des logements: on y accède aux numéros 19 et 21, par des portes simples, et par un portail avec accès pompiers au numéro 23. Ce sont **les logements sociaux** aménagés dans les anciens bâtiments de l'Infirmerie et de la Mécanique affectés au **ministère de la Défense** et gérés par la Société nationale immobilière. Les travaux ont été réalisés par ce ministère et ils ont été inaugurés en 1984 conjointement par le ministre de la Défense, Charles Hernu, et celui de l'Urbanisme et du Logement, Paul Quilès (X1961).

Le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a son entrée piétonne au **25 rue de la Montagne Sainte Geneviève**, au coin de la rue Descartes.

C'est à partir de là que les murs d'enceinte de l'ancienne École polytechnique donnant sur

les rues Descartes et Clovis ont été remplacés par des grilles comme l'avait préconisé le président Giscard d'Estaing en 1978.

Au 1 rue Descartes, cette grille s'ouvre sur un portail qui donne large accès au « jardin de Navarre » aménagé dans l'ancienne cour des élèves, sur lequel donnent les bâtiments Foch et Joffre, là où s'élevaient le Pavillon des Bacheliers et la Chapelle du Collège de Navarre depuis le ^{xiv}^e siècle jusqu'à la révolution de 1789. Ce jardin aurait dû être ouvert au public mais les entrées sont soigneusement contrôlées par le ministère. Il en est de même pour le jardin du Boncourt au 21 rue Descartes.

Alors que le plan adopté par le Conseil de Paris le 12 juillet 1982 en accord avec l'État prévoyait trois accès publics aux jardins depuis la rue Descartes, la seule entrée a été une petite porte au 15 de cette rue qui offre un passage exigüe et chaotique vers le jardin de Navarre et le passage Clopin. Un panonceau de la Mairie de Paris daté de 1988 annonce qu'il y a là « le Jardin de l'École polytechnique qui occupe l'ancienne cour intérieure et abrite un paulownia planté en 1795 ». Il est précisé qu'il n'est ouvert que le week-end, de 9 h 30 à la tombée du jour.

Aujourd'hui, et depuis bien des années comme en témoigne l'état des lieux, cette entrée est condamnée. Le public n'a plus accès aux jardins et passages.

Au 5 rue Descartes, sur la placette comprise entre les rues Descartes, de la Montagne Sainte-Geneviève et de l'École polytechnique, se dresse la « Boîte à claque », le seul bâtiment qui soit resté dans le domaine de l'École.

C'était l'entrée des élèves depuis sa construction en 1837. La forme trapézoïdale de ce bâtiment rappelle celle de la boîte du chapeau de grande tenue de l'époque, d'où sa dénomination. Il est affecté à l'AX : son occupation de locaux sur la montagne Sainte-Gene-

viève depuis sa participation au programme d'agrandissement de l'École en 1928 n'a jamais été remise en cause.

Un panonceau de la Ville de Paris rappelle l'histoire de l'ancien site de l'ancienne École :

« Fondée en 1794 par la Convention, Polytechnique fut d'abord logée à l'hôtel de Lassay, aujourd'hui résidence du président de l'Assemblée nationale. Les élèves étaient alors externes. Napoléon 1^{er} lui attribua en 1805 les locaux des anciens collèges de Navarre (fondé en 1315), Boncourt et de Tournai. La chapelle, la salle des actes, le pavillon de théologie, qui dataient du Moyen Âge, furent détruits de 1836 à 1875. En 1936, l'aménagement du pavillon Joffre a supprimé d'autres constructions du ^{xviii}^e siècle : seul subsiste, en façade, un avant-corps de 1738 ».

Au 17 rue Descartes, une plaque indique « Cercle Sainte-Geneviève ». C'est l'ancien bâtiment de l'administration de l'École, qui avait été aménagé en maison d'hôte pour les visiteurs, auditeurs ou enseignants de passage à l'institut Auguste Comte. Il est devenu une annexe du « Cercle national des armées », l'Hôtel Sainte-Geneviève.

Au 21 rue Descartes s'ouvre une large grille encadrée par deux petits pavillons d'entrée : c'est l'accès au bâtiment **Boncourt**, précédé d'un **jardin** bien entretenu et clos par d'autres grilles qui l'isolent même du jardin de Navarre, au nord.

L'actuel bâtiment Boncourt a été construit de 1809 à 1815 dans le style du ^{xviii}^e siècle. Il hébergeait la direction de l'École, le général y occupant d'ailleurs un grand appartement au premier étage, tant pour y loger sa famille que pour y recevoir des invités. Il est depuis réservé au ministre chargé de la Recherche, à son cabinet et/ou certains de ses services. De fait, Jean-Pierre Chevènement, ministre d'État de la Recherche, y avait d'abord installé son cabinet en 1982. Devenu ministre de la Recherche et de l'Industrie et pouvant libé-

rer les bureaux qu'il avait fait aménager dans l'appartement du général, il l'a fait réaménager pour y loger sa famille. Ainsi, cet appartement a été ensuite utilisé en logement ou en bureaux au gré des ministres chargés de la Recherche.

Une plaque à l'entrée précise l'actuel affectataire : **Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation**. Une autre plaque signale le siège du Collège international de philosophie.

Au fond du jardin de Boncourt, en bordure de la rue Clovis qu'il surplombe par sa face postérieure, s'élève le **monument érigé « à la gloire des polytechniciens morts pour la France »** et inauguré sous la présidence du maréchal Foch le 24 octobre 1925, en présence notamment du président de la République, Gaston Doumergue.

Conçu par G. Umbdenstock, professeur d'architecture de l'École, lui-même mutilé de la guerre 14-18, il se compose d'un mur de 10 mètres de long et cinq mètres de haut, flanqué de deux colonnes reproduisant des faisceaux recouverts chacun d'une grande palme. Il n'est pas visible depuis la grille de la rue Descartes, car il est implanté en retrait d'un petit pavillon, mais on le voit de dos, avec ses deux colonnes, à travers la grille bordant la rue Clovis.

Un accord conclu avec le ministère de la Recherche autorise l'AX à inviter les X ainsi que leur famille et leurs amis à y participer tous les ans, un samedi d'automne, à un dépôt de gerbe en souvenir des anciens élèves décédés.

Le Collège de France a son entrée au 52 de la rue du Cardinal Lemoine, et occupe les anciens bâtiments de la Physique qui forment un fer à cheval entre la rue Clovis et la rue Jacques-Henry Lartigue. Il s'agit des anciens laboratoires de physique de l'École et d'un grand amphithéâtre construits de 1879 à 1883. L'amphithéâtre, dénommé Arago

en hommage à François Arago (X 1803), célèbre astronome, physicien et aussi homme politique, pouvait recevoir un millier de personnes; il avait été inauguré le 29 janvier 1882, puis réaménagé en 1928 sur les plans de G. Umbdenstock. Affectés au Collège de France en 1977, ces bâtiments avaient été rénovés au cours des années 1980.

Actuellement ils sont en cours de réaménagement pour y regrouper les différentes entités de **l'Institut des civilisations**. Les travaux devraient être prochainement achevés.

L'ancienne rue Alfred Cornu, renommée Jacques-Henry Lartigue du nom du célèbre photographe décédé en 1986, débouche sur le portail du **passage Clopin**: c'est le passage qui devait permettre au public de traverser le jardin de Navarre et de rejoindre la rue Descartes ou le square Paul Langevin. Cet accès est contrôlé par le ministère, mais un panneau indique qu'il est « temporairement fermé »: seuls les véhicules sont invités à se présenter au 1 rue Descartes.

La rue Jacques-Henry Lartigue sépare l'enclos de l'École polytechnique de ce que l'on appelait **l'îlot d'Arras**. C'est là, au coin de la rue du Cardinal Lemoine, que la Ville de Paris a, comme prévu en 1982, construit la grande **caserne de sapeurs-pompiers** qui a permis de libérer entièrement l'ancien couvent des Bernardins, rue de Pontoise. Dans d'autres immeubles qui sont venus compléter l'aménagement de cet îlot d'Arras, la direction de la jeunesse et des sports et celle des affaires culturelles de la Ville de Paris ont installé un « **centre d'animation Arras** » et une « **bibliothèque des littératures policières** », ouverts tous les jours sauf le dimanche.

La rue Jacques-Henry Lartigue tourne ensuite à droite pour rejoindre la rue Monge, en descendant des escaliers actuellement fermés: c'est en fait le prolongement de la rue d'Arras. Vers le coin avec la rue Monge, deux grandes portes permettent aux voitures d'entrer et de

sortir du **parc de stationnement souterrain** achevé en 1984 dans le cadre d'accords entre l'État et la Ville; l'accès piétons, lui, se trouve au 22 rue Monge. Il est toujours géré par la Société anonyme d'économie mixte d'exploitation du Stationnement (SAÉMÉS) sous le nom de **Parc Polytechnique**: les cinq étages sont ornés de portraits d'anciens polytechniciens, et le site internet de la SAÉMÉS présente la photo de l'étage avec le portrait de d'Estienne d'Orves (X1921), héros de la Résistance. Ce parc n'est accessible que sur abonnement, au mois ou à l'année.

Le **square Paul Langevin** est dominé par les hautes façades des bâtiments du Monge et de la Chimie de l'ancienne École, réaffectés au ministère chargé de la Recherche. On mesure plus de 150 mètres de l'amphithéâtre Gay-Lussac, au coin de la rue Monge, jusqu'à la tour d'angle à l'ouest. Cette tour, haute de 40 mètres, a été appelée « Tour Umb » dans l'argot de l'École, en accouplant les premières syllabes des noms de MM. Tournaire et Umbdenstock, les maîtres d'œuvre du programme d'agrandissement de l'École de 1928 à 1937. Un télescope juché au sommet de cette tour avait été utilisé par les élèves pour observer les étoiles. Un peu plus loin, on trouve un mur en retrait sur lequel est encastrée une tête de bélier qui avait servi d'appui pour « faire le mur »: c'est ce qu'on appelait « faire le bélier » ou le « bêta », opération hasardeuse que beaucoup d'élèves ont préféré entreprendre par d'autres voies.

Un **escalier monumental** a été construit en 1988 par la Ville de Paris au-dessous du fronton central sur lequel reste gravé le nom de l'École polytechnique. Il devrait permettre au public d'accéder au jardin de Navarre comme prévu en 1982 dans les accords entre la Ville et l'État si le ministère chargé de la Recherche y consentait: la « Rotule », hall aménagé à la jonction des bâtiments Foch et Joffre, est toujours restée close du côté du square Paul Langevin.

En guise de conclusion

Que reste-t-il des ambitions exprimées par les présidents Giscard d'Estaing et Mitterrand ?

– **Une ambition de Valéry Giscard d'Estaing en 1977**: « *Sur ces terrains chargés d'histoire et de culture, il sera implanté des établissements de formation et de recherche de haut niveau, capables de promouvoir la pensée scientifique française dans le monde.* » ?

C'est bien la vocation du Collège de France dont l'origine remonte à l'institution par François 1^{er}, en 1530, des lecteurs royaux qui furent dès le xvi^e siècle les meilleurs représentants de la science française.

C'était aussi l'ambition de l'Institut Auguste Comte dont la suppression prématurée (presque une IVG !) avait soulevé questions et émotions qui ont été abondamment commentées dans la presse en 1981. Quant à son président, Roger Martin, il constatait que « *les bâtiments de la montagne Sainte-Genève, restaurés ou en passe de l'être, furent pris d'assaut par une nuée de fonctionnaires. La bureaucratie de la recherche est l'une des plaies les plus débilantes dont souffre ce pays* ».

Pourtant, il y a bien eu des velléités de la part du gouvernement d'implanter des centres de formation et/ou de recherche dans une fraction des locaux réaffectés au ministère de la Recherche :

- le Centre d'étude des systèmes et technologies avancées (CÉSTA), créé en 1982 et supprimé en 1987, n'a survécu que cinq ans après la fin de l'Institut Auguste Comte ;
- le Collège international de philosophie (CIPh), créé en 1983, a son siège rue Descartes, mais ce n'est qu'une modeste association de chercheurs, fonctionnant sur le modèle des universités ouvertes ;
- l'Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHÉST) a été créé par un décret du 27 avril 2007, avec une mission

ambitieuse: « une mission de formation, de diffusion de la culture scientifique et technique et d'animation du débat public autour du progrès scientifique et technique et de son impact sur la société »; dans les faits, son activité et son rayonnement paraissent singulièrement limités.

Tout ceci semble une bien piètre contribution à la promotion de la pensée scientifique française.

Il reste à attendre la réouverture prochaine des locaux du Collège de France pour que l'Institut des Civilisations laisse subsister sur une parcelle du site de l'ancienne École polytechnique au moins une activité digne de son histoire.

– Une ambition de François Mitterrand en 1982: « *Réaliser une opération d'urbanisme exemplaire* » définie en accord avec le Maire de Paris.

L'État a bien tenu ses engagements d'aménager des jardins et passages, et la Ville a bien construit l'escalier monumental qui permettrait de passer du square Paul Langevin au jardin de Navarre. En vain !

L'enclos de 1937 est aujourd'hui de nouveau entièrement fermé au public. Le seul changement est le remplacement de murs d'enceinte par des grilles qui permettent de voir le bâtiment Boncourt et d'entrevoir des fractions du jardin de Navarre et des bâtiments Foch et Joffre, mais les voisins et les passants n'en sont-ils pas encore plus frustrés de ne pas avoir accès du bel ensemble de jardins et de passages aménagés pour eux et confisqués au profit des seuls fonctionnaires et autres utilisateurs des bâtiments ?

Annexe : quelques références

1. « L'enclos de Polytechnique restauré pour la formation des managers de l'an 2000 », Maurice Cazaux, *Le Figaro*, 4 juillet 1979.
2. « Convention au sujet de l'Extension et de la Réorganisation de l'École Polytechnique », entre MM. Raymond Poincaré et Paul Painlevé, agissant au nom de l'État, d'une part et d'autre part : MM. Paul Bouju, Préfet de la Seine, agissant au nom de la Ville de Paris ; le Maréchal Foch, Président de la Société des Amis de l'École Polytechnique. Fait triple à Paris, le 5 mai 1928.
3. « La Nouvelle École Polytechnique (Historique des Bâtiments) 1808-1727-1937 », par le général ALVIN, 112 pages, Édition de la Société des Amis de l'École Polytechnique, juin 1937.
4. « Histoire de l'École Polytechnique » par Jean-Pierre CALLOT, Charles-Lavauzelle, Paris-Limoges, 1982, p. 195-216 (Réédité en 1993, p. 181-202).
5. « Rénover l'X sur la Montagne », *La Jaune et la Rouge* n° 312, p. 13-21, nov.déc. 1975.
6. « Patron de droit divin... » par Roger MARTIN, Gallimard, mai 1984, p. 514-545.
7. « Les parisiens récupèrent l'École polytechnique. La montagne Sainte-Geneviève » par Jean de LADONCHAMPS, Denis SLOAN et Jacques SAINT-MARC, *Urbanisme* n° 198, p. 60-63, 1983.
8. « L'aménagement de la montagne Sainte-Geneviève » par Jean de LADONCHAMPS, *La Jaune et la Rouge* n° 403, p. 18-24, mars 1985.
9. « La montagne Ste-Geneviève, son aménagement » par Jean de LADONCHAMPS, L'ingénieur constructeur, *revue de l'ETP*, n° 311-312, p. 43-46, Février-Mars 1985.
10. « Une grande opération d'architecture et d'urbanisme à Paris : l'aménagement de la montagne Sainte-Geneviève » par J. de LADONCHAMPS et M. DUGUET, *Travaux-revue de la FNTP*, n° 600, p. 28-33, Juin 1985.
11. « Défense d'entrer!... ces espaces verts dont les parisiens sont exclus. Au bénéfice de quelques privilégiés : hauts fonctionnaires... » par Hervé Liffra, *l'OBS de Paris*, 6-12 mai 1988.

INSTITUT AUGUSTE-COMTE
POUR L'ÉTUDE DES SCIENCES
DE L'ACTION

CYCLE ANNUEL

Couverture de la brochure de l'Institut Auguste Comte.